



## Liberticide

**L**A CHOSE S'EST RÉPÉTÉE TROP SOUVENT POUR QU'IL NE FAILLE PAS SE RENDRE A L'EVIDENCE : c'est à un gouvernement liberticide que nous avons affaire. Et pourtant rien ne l'y oblige, pas même le tempérament de ceux qui le composent. Si quelques-uns d'entre eux sont d'authentiques amoureux de la manière forte et du silence imposé, d'autres ont des antécédents plutôt acceptables, voire honorables. Prenez le ministre de l'Information. Venu tôt à la presse, Bassem Sabeh fut un bon journaliste. Qu'est-ce qui peut donc l'obliger à jouer aujourd'hui les censeurs malhabiles? Certainement pas l'intérêt supérieur de l'État. Et, quoi qu'on dise, probablement pas davantage celui de la Syrie.

Car peut-on croire que Damas, après avoir appris à vivre avec la relative liberté d'information que les journalistes libanais ont réussi à préserver et même à agrandir, ait eu brusquement une bouffée de fièvre à l'idée que le général Aoun aurait deux ou trois heures d'antenne en direct? Bien sûr, l'hypothèse n'est pas à écarter que la Syrie se soit ravisée sur le chapitre des libertés intérieures libanaises jusque-là tolérées. Ou qu'elle n'ait pu accepter du général Aoun ce qu'elle admet avec d'autres. Mais comment expliquer alors la réaction du président de la République qui n'a pas pris de gants pour désavouer la décision de censurer Aoun, quand il s'est donné pour raison d'être de ne pas encourir le moindre froncement de sourcil à Damas.

On se gardera pourtant d'innocenter la Syrie de ce nouvel attentat contre les libertés. Arbitre suprême des choses libanaises, la Syrie ne peut qu'être suprêmement responsable du climat délétère dans lequel elles baignent. À force d'intervenir dans ce qui se fait à Beyrouth, Damas porte le chapeau pour tout ce qui s'y commet et cela, d'autant plus aisément que ça ne lui cause pas de problème de conscience. La liberté d'expression, on veut bien si ce n'est pas trop coûteux, mais de là à s'en faire l'avocat, il y a quand même un pas qu'un baassiste bon teint de la fin du siècle a appris à ne pas franchir. Et ne comptons pas trop sur l'instrumentalisation des médias libanais dans les luttes de clans, même si l'on a découvert que l'idée d'interviewer Amine Gemayel peut être tolérée par les parrains d'une chaîne après avoir été jugée inacceptable par ceux de sa concurrente.



L'HÉGÉMONIE SYRIENNE, SI REELLE SOIT-ELLE, N'EXPLIQUE PAS TOUT, le film des événements le montre clairement. Qu'ont à faire les Syriens de la morale? Or l'affaire commence par là et il y a bien des risques qu'elle y revienne après le détour par la politique. Sauf que morale ne veut pas dire la même chose aux deux bouts de la chaîne. Simple conservatisme social au départ, elle débouche sur une clôture de l'esprit quand on évoque la nécessité de censurer des émissions traitant de sujets culturels ou de problèmes de société. Ce qui montre bien, au demeurant, que la liberté est indivisible. On ne peut pas réclamer à cor et à cri de cacher ces seins qu'on ne saurait voir pour s'émouvoir ensuite si l'appel à la censure aboutit, de proche en proche, à changer l'image même de la Cité que vous avez à cœur. Belle leçon, n'est-ce pas, pour tous les hommes de foi, clercs engagés — dans le synode des évêques ou le Hezbollah, peu importe — ou simples laïcs?

Ce que le début du film suggère, les épisodes ultérieurs le confirment, même s'ils n'ont pas suivi de scénario fixé à l'avance. Quand une manifestation parvient aux portes du Parlement, là où le simple quidam ne peut pas accéder les jours ordinaires, il est bon de se dire que c'est grâce au courage des étudiants. Mais il est bon de savoir aussi que c'est parce que le pouvoir et ses parrains syriens ont préféré un recul du gouvernement à une répression plutôt encombrante. Avec ce recul, qui coïncidait de surcroît avec les houleuses séances d'interpellation à la Chambre, il devient clair, en tout cas, qu'il faut distinguer entre l'hégémonie syrienne et ses modes d'exercice dans l'espace libanais. Il est non moins clair, cependant, que les maladresses dans l'exercice de cette hégémonie peuvent aboutir à en saper les bases. L'interdiction de manifester devenue caduque, c'est un acquis de taille, ne serait-ce que pour les manifestations à venir.

C'est là qu'il faut s'estimer heureux d'avoir affaire non seulement à un gouvernement liberticide mais à un gouvernement maladroit. Très utile, un gouvernement liberticide *et* maladroit. Il tombe dans des pièges qu'il s'invente lui-même et offre à ses opposants l'opportunité de remporter des succès ponctuels. Encore faut-il naturellement que lesdits opposants soient à la hauteur et ne se montrent pas eux-mêmes maladroits. Disons-le, ça n'a pas souvent été le cas jusqu'à présent. Or voilà que ça change et c'est la première bonne nouvelle de l'après-guerre. L'autre bonne nouvelle, c'est que le changement vient de là où on l'attendait le moins: de la base estudiantine.

NOUS L'A-T-ON ASSEZ SERVI, CET ARGUMENT DE LA DÉPOLITISATION supposé justifier une douce désespérance dans la jeunesse de ce pays? Nous l'a-t-on assez ressortie, l'idée qu'il fallait renoncer à l'espoir d'un changement parce que, serinait-on, les jeunes d'aujourd'hui seraient trop occupés à se trouver une place au soleil



pour s'investir dans la politique? Bon, la démonstration est faite maintenant qu'il ne faut jamais mépriser l'intelligence civique. La grande leçon est là: les citoyens, y compris les plus désengagés, y compris les plus blasés, finissent par se rendre compte qu'il vaut le coup de mener de petites batailles, que parler sert à quelque chose et que la liberté d'expression reste bonne à conquérir même si elle ne se prolonge pas encore d'une entière liberté politique, c'est-à-dire de la possibilité de l'alternance.

Curieux paradoxe, et pourtant fort édifiant: voilà une contestation qui commence à l'initiative de l'opposition de *l'extérieur* et se nourrit de ses slogans mais qui consacre, en fait, une logique institutionnelle, celle de l'opposition de *l'intérieur*. Décidément, il y a là de quoi vous reconforter avec les subtilités de la politique.

**Samir Kassir**



<b>Id-Reference</b>	<b>98-Pr-000611</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	Liberticide
<b>Subtitle</b>	
<b>Section</b>	Algarade
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	L'Orient-Express
<b>Page</b>	7
<b>Date</b>	Janvier 1998
<b>Author</b>	Samir Kassir
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Bassem.Sabeh – Michel.Aoun – Amine.Gemayel
<b>Locations</b>	Liban – Syrie – Damas – Beyrouth
<b>Dates</b>	
<b>Themes</b>	Liban – gouvernement.liberticide - Bassem.Sabeh – ministre.Information – Syrie – liberté.information – journalistes.libanais – libertés.intérieures – Syrie.régime – Damas – Michel.Aoun – interventions.syriennes – parti. Baassiste – liberté.expression – hégémonie.syrienne – médias.libanais – Hezbollah – manifestation – parrains.syriens – Chambre – interdiction.manifestation – opposants – politique.libanaise – après.guerre – base.estudiantine – jeunes.Libanais – jeunesse – liberté.politique – opposition.intérieur – opposition.extérieur
<b>Subject</b>	Arbitre suprême des choses libanaises, la Syrie ne peut qu'être suprêmement responsable du climat délétère dans lequel elles baignent. À force d'intervenir dans ce qui se fait à Beyrouth, Damas porte le chapeau pour tout ce qui s'y commet.